



La Commune



Une situation explosive, aussi

aussi | Allemagne : défaite électorale du SPD en Rhénanie du Nord

Le Monde du 1er juin cite Peter Altmaier, membre de la Convention européenne, député CDU, à propos du référendum : " Je pense que la situation économique a joué. C'est elle qui explique qu'il ait été impossible de convaincre les Français de la vertu du oui. Le même phénomène s'est d'ailleurs manifesté en Allemagne où les résultats de l'élection régionale en Rhénanie du Nord-Westphalie, le 22 mai, constituent un tremblement de terre comparable. Si les Allemands avaient été appelés à se prononcer par référendum sur l'Europe, je suis sûr qu'ils auraient, eux aussi, comme les Français, voté non ".

Le 14 mars 2003, le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder présente son " Agenda 2010 ". Il s'agit d'un ensemble de mesures qui remettent en cause des acquis fondamentaux de la classe ouvrière : déremboursement de nombreux soins et médicaments ; forfait de 10 % des honoraires à la charge du patient ; mise en cause de l'assurance chômage ; relèvement de l'âge de la retraite à 67 ans d'ici 2011 et diminution des pensions ; suppression des indemnités versées aux salariés licenciés. Le 1er juin 2003, le congrès extraordinaire du SPD adopte cet " Agenda 2010 " et Schröder traite de " *schmatrozer* " (parasites) les familles allemandes accusées de profiter de manière indue " *des largesses de l'État social* ".

5 millions de chômeurs

Parmi toutes ces mesures, celle qui concerne l'assurance-chômage et l'assurance sociale, surnommée " *loi Hartz IV* ", ⁱ prive plus de 500 000 chômeurs d'indemnisation depuis le 1er janvier 2005 et, pour la première fois depuis la guerre, les pensions des retraités vont être diminuées. Le nombre de chômeurs a dépassé le chiffre officiel de 5 millions (le taux de chômage est de 9 % à l'Ouest et 19 % à l'Est), il s'approche des 6 128 000 chômeurs de 1932. Le chancelier Schröder, lui, ne voit là que " *5 millions de raisons supplémentaires de poursuivre les réformes* ".

L'attitude de la direction du syndicat DGB

Fin juillet 2004, des coordinations de chômeurs apparues à Magdeburg et Leipzig ont organisé des " *manifestations du lundi* ", ces manifestations se sont étendues à 140 villes au mois d'août, puis 220 en septembre, regroupant des dizaines de milliers de participants scandant : " *Non à Hartz IV !* " et " *Schröder, démission !* ". La direction du DGB, qui n'a jamais appelé à ces manifestations, affirme fin septembre être favorable au travail forcé à un euro, " *à condition qu'il ne remplace aucun poste permanent* ". Quelques mois plus tard, son président, Sommer, déclare dans un entretien accordé au *Spiegel*, le 14 février 2005 : " [...] *il faut avoir une intense discussion sur les tâches que l'État social peut encore assumer à l'avenir et sur les restructurations qu'il faut opérer [...]. Prenez Hartz IV : cette réforme a changé de fond en comble le caractère de l'assurance-chômage. Quiconque ne trouve pas de travail pendant plus d'un an ne se voit plus garantir son niveau de vie par l'État social, il est simplement protégé contre la pauvreté* ". Le journaliste lui fait alors remarquer : " *Il y a encore quelques semaines, vous avez stigmatisé cela comme* " une coupe claire dans la politique sociale " ". Réponse de Sommer : " *Je ne retire rien à ma critique, mais je prends acte de ce qu'on s'est engagé dans cette voie de façon irréversible* ".

La déroute électorale

C'est dans ce cadre que la " Constitution " européenne est adoptée, à une quasi unanimité, le 12 mai, au Bundestag - seuls deux parlementaires SPD se sont abstenus. Pourtant, au lendemain de ce vote, *Le Figaro* note que " *la quasi unanimité du monde politique allemand parvient mal à cacher un climat de désaffection de plus en plus perceptible dans la population* ", pour laquelle " *l'ouverture de l'Union aux pays d'Europe orientale, avec l'arrivée plus ou moins clandestine d'une main-d'oeuvre bon marché, ne peut pas ne pas susciter des questions dans un pays qui est traumatisé par le chiffre de cinq millions de chômeurs* ". Dix jours plus tard, le SPD perd les élections en Rhénanie du Nord-Westphalie, passant de 42,8 % à 37,1 % des voix. Une défaite hautement symbolique : ce Land, le plus peuplé et le plus industrialisé d'Allemagne, avait été conquis par le SPD en 1966 grâce à une immense mobilisation des travailleurs et de leurs syndicats. Dans ce Land où le SPD recrutait la moitié de ses adhérents, on compte aujourd'hui plus d'un million de chômeurs.

Modifié le lundi 20 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Allemagne

Le rejet des « réformes »

Arithmétiquement, avec 35,2 %, le parti démocrate-chrétien de centre-droit (CDU) d'Angela Merckel a gagné les élections du 18 septembre au Bundestag, chambre basse du Parlement allemand. Donc... >>

Une situation explosive, aussi

Le Monde du 1er juin cite Peter Altmaier, membre de la Convention européenne, député CDU, à propos du référendum : " Je pense que la situation économique a joué. C'est elle qui explique qu'il... >>
